

ORDONNANCE No 13/LC/143/56.

Ruhengeri



2239

Le Vice-Gouverneur Général,
Gouverneur du Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu, spécialement en sa section VIII (livre premier), le décret du 30 janvier 1940 formant code pénal rendu exécutoire dans le Territoire du Ruanda-Urundi par ordonnance n° 43/Just. du 18 mai 1940 ;

Vu l'ordonnance n° 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le Territoire du Ruanda-Urundi l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération conditionnelle ;

Vu, spécialement en ses articles 49 et 50, l'ordonnance du Gouverneur Général du 15 octobre 1931, mise en vigueur au Ruanda-Urundi par ordonnance n° 30/Just. du 13 avril 1932 ;

Attendu que le nommé KAMBALE, Pierre Nicolas, fils de Tumbutumbu et de Baslanyente R.E. 237/56.
originaire de Musijenne, chefferie Lubero, territoire Lubero.a été condamné le 25 avril 1956

par le tribunal de Police de Ruhengeri

à 6 mois

de servitude pénale ;

Attendu qu'il a été incarcéré le 27 mars 1956

Attendu qu'il a accompli plus d'un quart de sa peine et que la durée de l'incarcération subie dépasse trois mois ;

Sur la proposition du Chef du Service du Contentieux et de la Justice,

ORDONNE :**Article premier.**Le nommé KAMBALE Pierre Nicolas
préqualifié, est libéré conditionnellement.

Le maintien de cette libération est subordonné aux conditions suivantes :

Article deuxième.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le 21 août 1956

HARROY,

Pour copie certifiée conforme

Usumbura, le 21 août 1956.

Le Chef du Service du Contentieux et de la Justice

Visa Conseiller Juridique.

*La loi estant en vigueur et le Président
est favorable. N'ayant pas de proposition
de libération conditionnelle, on l'a fait et la notation
de la peine prononcée. Toutefois il résulte des renseignements
recueillis, que le nommé est le seul soutien de son
ménage. Comme il a purge 5 mois et 6 jours de sa
condamnation la libération est accordée. 20/8/56*